

Centre de formation populaire

**CETTE SOCIÉTÉ,
qui est aussi la nôtre...**

document présenté à l'assemblée générale du CFP
7 juin 1990

1. Pour le CFP, un virage bien amorcé

- L'an deux

2. Cette société, qui est aussi la nôtre ...

- Que faut-il comprendre du monde contemporain?
- Certains enjeux sont planétaires
- Un monde qui s'éclate
- Au Canada, au Québec, un vent de néo-libéralisme
 - Etre pauvre dans un pays riche
 - Des réformes sociales basées sur l'anti-solidarité
 - Une recrudescence de valeurs conservatrices
 - Un pays qui n'en est pas un
- Un rôle important pour les groupes populaires et communautaires

3. Continuer la réflexion

UN VIRAGE BIEN AMORÇÉ

L'an deux

A l'assemblée générale de juin 1989, les membres du CFP se donnaient un projet d'orientation pour les trois prochaines années. Celui-ci consiste à ré-orienter la formation proposée au CFP. Dans les milieux intimes, plusieurs parleront de "virage du CFP" pour caractériser ces nouveaux choix. Il ne s'agit pas d'un virage de 360° qui renie les acquis importants développés au cours des années '80 mais plutôt d'un souci d'ajuster la formation aux nouveaux besoins identifiés.¹

Ces nouveaux besoins s'expriment dans le désir de s'arrêter et de faire un bilan de l'action des groupes, de se donner des outils pour mieux comprendre les bouleversements que subit la société aujourd'hui, de se questionner sur l'avenir des organismes populaires et communautaires dans un contexte où l'Etat se désengage, de réviser notre action politique dans un Québec où la pauvreté s'accroît malgré des valeurs de justice sociale prônées tout au long de la Révolution Tranquille.

Les années '60 et '70 ont été les années d'émergence des groupes populaires et de la mise à jour de problématiques sociales importantes. Les années '80 ont été caractérisées par une multiplication du nombre de groupes et des champs d'intervention. Elles représentent aussi une certaine maturité dans le fonctionnement des groupes (malgré la précarité du financement). Les années '90 seront celles du rôle que les groupes seront appelés à jouer comme force sociale dans le Québec de demain.

¹ Au début des années '80, le Centre de formation populaire développe une panoplie de formation portant principalement sur le fonctionnement des groupes. La formation offerte est alors axée sur l'animation de groupe, l'organisation du travail, le fonctionnement d'un conseil d'administration, la comptabilité, le gestion financière et les relations avec les médias. Depuis 1985, une moyenne de 800 intervenant-e-s et près de 300 groupes participent à ces sessions chaque année.

C'est sur ce rôle que nous voulons nous questionner avant que l'Etat et l'entreprise privée ne le définisse sans nous, à notre insu. Il nous apparaît de plus en plus urgent d'imposer notre présence comme groupes populaires et communautaires dans un nouveau projet de société qui se dessine au Québec. Il faut remettre sur la table des valeurs que nous partageons et qui semblent être absentes de ce discours "rétro-libéral" actuellement dominant au Québec.

Le virage dans lequel nous nous sommes engagés au CFP veut tout simplement nous permettre de raffiner notre analyse en y insérant de nouvelles réalités. "Penser globalement, agir localement" est devenu un slogan à la mode dans tous les milieux. Il nous apparaît important de mieux comprendre cette pensée globale.

QUE FAUT-IL COMPRENDRE DU MONDE CONTEMPORAIN?

Nous assistons depuis quelques années à la mise à jour de problématiques de tout ordre. Un méli-mélo dans lequel on a de plus en plus de difficultés à se retrouver. Une multiplication d'enjeux qui nous apparaissent tout aussi importants, mêmes cruciaux, mais sur lesquels on semble avoir peu de prise. Se pourrait-il que la réalité soit devenue à ce point complexe qu'on n'y voit plus la possibilité d'intervenir sur notre propre avenir comme homme, comme femme, comme citoyen, comme peuple, comme civilisation? Est-ce possible qu'on se sente à ce point dépossédé d'un projet de société où la solidarité sociale primait sur l'individualisme, où la croissance était synonyme d'un développement équitable pour tous, où l'enrichissement n'était réel que lorsque la richesse était partagée, où la démocratie y représentait un élément central.

Aujourd'hui on nous affirme que la démocratie c'est: les Etats-Unis, la Grande-Bretagne, l'économie de marché et, depuis peu, les pays de l'Est. Les grands démocrates contemporains seraient donc M. Bush, Mme Thatcher (grâce au libéralisme économique) et M. Gorbatchev (parce qu'il a enfin compris). Seul Fidel Castro demeurerait le pire dictateur après Duvalier, Marcos, Noriega, Ceausescu et Pinochet?

Comment parler de démocratie aujourd'hui sans dire quelques mots sur les communications. Des progrès scientifiques fulgurants ont été réalisés aux cours des dernières décennies en ce domaine surtout avec le support de l'informatique. Les moyens de communication se sont multipliés à une vitesse folle: le téléphone cellulaire, la télévision aux multiples canaux, les satellites de plus en plus performants, les clips qui nous font vivre un éphémère accéléré... Tous ces nouveaux "gadgets" transforment la vie personnelle, professionnelle et sociale de chaque citoyen. Les communications câblent la planète. Et pourtant ces progrès demeurent presque exclusivement asservis aux impératifs marchands de notre société qui contrôlent non pas seulement les ressources matérielles de notre planète mais combien plus importantes, les ressources mentales et culturelles. Les enjeux en ce domaine sont de taille pour l'avenir de l'humanité. Cet envahissement des communications nous enfonce encore plus dans une société de consommation plutôt que vers une société de communication.

CERTAINS ENJEUX SONT PLANÉTAIRES

Quelques scientifiques se sont donné comme mission de nous sensibiliser aux enjeux importants qui menacent la survie de l'espèce humaine. Leurs propos qui, il y a quelques années seulement, semblaient de l'ordre de la fiction reçoivent aujourd'hui une écoute de plus en plus intéressée.

Ainsi, selon M. Reeves et Jacquart, récemment de passage à Montréal, autant les problèmes d'environnement que les grandes découvertes en bio-génétique (qui bientôt pourraient nous permettre de reproduire des cellules jumelles) sont des éléments tout aussi intéressants qu'inquiétants. "Notre avenir à tous" ne doit pas être l'apanage des spécialistes qui nous orientent tranquillement vers une civilisation d'élites dans laquelle les gagnants grandissent et les perdants s'engloutissent. Il doit y avoir des limites à la recherche scientifique, celle-ci doit nécessairement servir l'intérêt collectif.

M. Dumont, quant à lui, ne cesse de nous alerter sur la pollution urbaine et industrielle qui finira par nous être fatale à force de perforer la couche d'ozone. Il questionne par le fait même la société de consommation qui n'a plus de considération pour notre développement collectif. Mais surtout, il accuse les pays riches de se développer au détriment de ceux du Tiers-monde et ce, non seulement en écrasant les populations qui y vivent mais aussi en pillant leurs richesses et, par surcroît, celles de la planète entière.

Ces réflexions vont au-delà des enjeux immédiats, elles font de plus en plus partie d'une analyse globale.

UN MONDE QUI S'ÉCLATE

La dynamique internationale est à la fois stimulante et surprenante mais elle est aussi troublante.

En Afrique du Sud et en Palestine, on lutte pour la reconnaissance de droits fondamentaux: l'existence d'un peuple, le droit à un territoire et ce, au prix de milliers vies. En Chine, la lutte pour une plus grande démocratie a été écrasée sous les tanks et depuis, les regards du monde se sont déplacés de l'échiquier mondial laissant les jeunes chinois avec leurs problèmes. Dans les pays arabes, la mort de Khomeiny ne semble pas avoir affaibli l'intégrisme musulman qui poursuit une montée tout aussi extraordinaire qu'inquiétante. Mais le dogmatisme religieux n'est pas exclusif aux pays arabes, il est perceptible sur tous les continents. A l'heure où Jeanne d'Arc remplace

l'Internationale à l'occasion du Premier mai (en France), l'inquiétude ressentie par certains semble justifiée d'autant plus que ces mouvements sont souvent alimentés par l'extrême-droite.

L'événement le plus inattendue reste sans équivoque la restructuration des pays de l'Est qui, par la destruction du mur de Berlin (symbole par excellence de la Guerre froide), remet en question la rivalité des deux super-puissances impérialistes et modifie considérablement nos analyses classiques. Les pays communistes en adoptant l'économie de marché s'engagent dans une révolution qui, aux dires de plusieurs, aura des conséquences toutes aussi importantes que celles de 1917 et de la seconde Guerre mondiale. «Le coût de cette transformation est très lourd. Le prix à payer est terrible en terme de chômage, d'inflation, d'inégalités sociales ou de couverture sociale. Ce prix, il faut le payer immédiatement tandis que les effets positifs ne viendront qu'après de nombreuses années. »²

Les nouvelles relations Est-Ouest, sous le poids de leur popularité (à cause surtout des nouveaux marchés potentiels), écrasent d'autres réalités qui sont passées au second rang. Les échanges Nord-Sud, eux, n'ont pas subi de changements aussi radicaux. Les politiques du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale continuent d'étrangler les populations les plus pauvres d'Amérique latine et d'Afrique.

Même si la situation dans les pays de l'Est semble séduisante, certains auteurs, comme Alain Touraine, demeure sceptiques par rapport aux résultats anticipés. «Devant les bouleversements à l'Est, notre première réaction est de dire: l'étatisme est mort, il n'y a plus d'obstacles sur la route de l'économie libérale et nous touchons à la «fin de l'histoire». Mais par quelle opération du Saint-Esprit l'économie de marché aboutirait-elle dans les pays de l'Est à la démocratie? Si je regarde du côté de l'Amérique latine, je vois une tendance croissante à la dualisation , à la coexistence économique d'un secteur moderne et d'un secteur marginalisé (petits boulots, sous-emploi, chômage,

² SMOLAR, Aleksander, (chercheur au CNRS, directeur de la revue polonaise «Aneks») «Cinq pièges pour l'autre Europe», *Le Nouvel Observateur*, no 1317, février 1990, p. 10.

corruption...) Pourquoi l'Europe du Centre et de l'Est échapperait-elle à la règle?»³

Dans cette mixture géo-politique, un fait doit attirer particulièrement notre attention: le fossé ne cesse de s'élargir entre pays riches et pays pauvres, et ceci doit être au coeur de nos préoccupations.

AU CANADA, AU QUÉBEC, UN VENT DE NÉO-LIBERALISME

La nouvelle recomposition internationale se caractérise aussi par des forces continentales en émergence. Ainsi, la formation de l'Europe de 92 (qui s'annonce encore plus forte avec l'éclatement des pays de l'Est) et la «menace du bloc asiatique» (avec la montée impressionnante du Japon et de la Corée du sud) créent une toute autre dynamique au niveau des échanges économiques. Pour faire face à cette nouvelle réalité, le Canada a cru bon de se rapprocher de son voisin du sud en signant l'accord de libre-échange avec les Etats-Unis. Celle-ci a pour effet d'homogénéiser les politiques économiques et sociales des deux pays.

Comme un fort courant néo-libéral traverse l'ensemble des pays occidentaux (Grande-Bretagne et Etats-Unis en tête), le Canada et le Québec n'y échappent pas. Cette philosophie dominée par une idéologie qui laisse place à l'entreprise privée, au marché, au «laisser faire» commence à laisser paraître des conséquences désastreuses pour notre développement collectif. En effet, il est inquiétant de constater qu'en période de forte croissance économique⁴, nous nous appauvrissons.

³ TOURAINE, Alain, «Cinq pièges pour l'autre Europe», *Le Nouvel Observateur*, no 1317, février 1990, p. 10.

⁴ Au plan de la croissance économique, le Canada s'est classé, de 1984 à 1988, au premier rang des 24 principaux pays à économie de marché de l'OCDE. *Rapport du Comité exécutif-CSN*, 55e Congrès, mai 1990, p. 14.

Etre pauvre dans un pays riche ...

En 1986, le quart des familles et près de la moitié (45.3%) des personnes vivant seules au Québec étaient sous le seuil de la pauvreté.⁵ Selon le Conseil canadien de développement social (CCDS), le Québec qui représente 25% de la population canadienne comptait, en 1986, 30,9% des familles pauvres du Canada. La pauvreté touche davantage les femmes: 45% des familles monoparentales dont le chef est une femme et 60% des québécoises de 65 ans et plus, sont pauvres.⁶

Avec un taux officiel de chômage qui oscille autour de 7.5% au Canada et 9,3% au Québec, trop de gens n'ont pas accès à l'emploi qui constitue un lieu important d'intégration et de valorisation sociale. De plus, lorsqu'il y a création d'emplois, il faut être vigilant quant au type d'emplois offerts puisque la moitié des emplois créés depuis 1980 pourraient être qualifiés de précaires: bas salaires, instables, demandent peu de qualifications et offrent peu de sécurité d'emplois.⁷ Les effets de la restructuration économique se traduisent par une perte du pouvoir d'achat, des hausses de salaire inférieures à l'inflation, un salaire minimum réel qui diminue, un fort taux de sous-emploi et un fardeau fiscal plus lourd pour les individus.

Ainsi la logique qui sous-tend cette idéologie veut transférer, des entreprises vers les individus, les responsabilités sociales comme le travail, le chômage, la sécurité du revenu, etc. Parmi les individus, on cherche à déresponsabiliser les plus riches des problèmes sociaux pour les refiler aux plus pauvres. Et parmi les pauvres, de faire payer aux plus pauvres les coûts de la croissance.

⁵ On estime qu'en 1990 le seuil de pauvreté d'une famille de quatre personnes est de 29,000.00 \$. *Rapport du Comité exécutif-CSN, 55e Congrès, mai 1990, p. 18.*

⁶ *Rapport du Comité exécutif-CSN, 55e Congrès, mai 1990, p. 18.*

⁷ DEBLOCK, PLOURDE, VAN SCHENDEL, *La conjoncture économique au début des années 1990*, UQAM-CSN-FTQ, p. 5.

«Le Québec n'a pas fait de progrès dans la lutte à la pauvreté depuis dix ans. Si elle avait connu des progrès importants durant les années 1960 et 1970, elle a cessé d'avancer pendant les années 1980. Par exemple en 1973, le pourcentage de la population québécoise qui vivait sous le seuil de faible revenu défini par Statistique Canada était de 28,5%. Six ans plus tard, en 1979, ce taux avait chuté à 23,5%. Depuis lors, il est remonté à près de 25% et n'est jamais retourné au niveau de 1979.»⁸

Des réformes sociales basées sur l'anti-solidarité

Le désengagement de l'Etat au plan social (tant au Québec qu'au Canada) se traduit par des réformes importantes de nos politiques sociales. La nouvelle loi de l'aide sociale (Québec), celle de l'assurance-chômage (Canada) ainsi que les coupures dans les secteurs de l'éducation, la santé et les services sociaux constituent en fait une application sociale des changements économiques. Pour les populations visées, les pertes financières ne sont pas les seuls effets de ces réformes. Ces coupures s'opèrent par un contrôle accru et ce, au détriment du respect des droits démocratiques élémentaires: non-reconnaissance du droit à la vie privée, stigmatisation des bénéficiaires, non application de la loi des normes minimales de travail, etc.

De plus, lorsqu'en période de croissance économiques, on n'arrive même plus à résorber un déficit, lorsque les politiques mises de l'avant par l'Etat plongent une partie de la population dans la pauvreté, lorsque l'enrichissement amène un appauvrissement de notre patrimoine social c'est qu'il faut réaffirmer des valeurs collectives et forcer l'Etat à revenir à son rôle d'agent redistributeur.

«Tout réside dans la philosophie politique et économique dont l'Etat s'inspire. Car, avec l'importance qu'elles représentent dans l'économie de notre société, les dépenses publiques peuvent faire, à elles seules, la différence

⁸ *Agir ensemble*, Conseil des affaires sociales, , 1990,p. 35

entre le progrès et la stagnation, entre l'enrichissement et l'appauvrissement, entre le développement et la dépendance. Question de choix.»⁹

Une recrudescence de valeurs conservatrices

Ce portrait économique et social s'accompagne d'un dangereux conservatisme traînant avec lui une recrudescence de violence, de sexisme, et de racisme.

Au Québec particulièrement, on ne peut passer sous silence les nombreuses attaques contre les droits des femmes. L'affaire Chantal D'Aigle qui vient d'aboutir à une nouvelle loi recriminalisant l'avortement représente un recul important pour toutes les femmes du Québec. "Ce n'est pas aux femmes de décider", voilà ce que le parlement canadien vient de statuer. De plus, il est difficile de passer sous silence la tuerie de l'École polytechnique où quatorze jeunes femmes y ont laissé leur vie. Le défi des années 90, selon le Conseil du statut de la femme sera de faire en sorte que la société s'ajuste à ce que les femmes sont devenues.

D'autre part, un peu partout dans le monde mais aussi chez nous, le racisme prend de l'ampleur. L'objectif de l'intégration des différentes communautés culturelles à la société québécoise ne se fait pas sans heurts. La mise à jour des problèmes vécus dans les écoles du Québec et, particulièrement à Montréal où sont concentrés les nouveaux arrivants, dépassent le seul problème de la langue. L'augmentation des actes de racismes n'est pas étrangère à la crise économique que nous vivons. Certains groupes ont été exclus de cette reprise. Si on pense aux jeunes et particulièrement ceux des communautés culturelles, leur situation s'est dégradée dangereusement: il y a près de 50% de chômage chez les jeunes haïtiens et celui-ci augmente à 60% pour les jeunes antillais anglophones¹⁰.

⁹ Deux Québec dans un, Conseil des affaires sociales, 1989, p. 107

¹⁰ Recherche menée par Lise Langevin pour le compte de la table sur la Violence et les jeunes.

Dans un tel contexte, les manifestations de violence peuvent être considérées comme un réflexe «normal» de survie.

Ces phénomènes, actuellement sporadiques, risquent de devenir endémiques. Nous devons réfléchir aux causes plutôt que de céder à la tentation de réagir aux effets. Des choix de société que nous ne pouvons plus ignorer se posent à nous.

Un pays qui n'en est pas un

Les atermoiements du Canada anglais entourant la ratification des accords du lac Meech à propos de la reconnaissance de la spécificité québécoise ont discrédité, voire même compromis irrémédiablement, la viabilité du Canada à dix. En conséquence, l'idée de la souveraineté du Québec s'est réactualisée avec une vigueur renouvelée.

Le renforcement économique du Québec, la perte de rentabilité du fédéralisme, l'ouverture commerciale vers les États-Unis et la consolidation de la classe des gens d'affaires francophones contribuent à rendre plus viable cette option. Le rôle actif assumé par les gens d'affaires dans les débats constitutionnels les place en situation privilégiée pour orienter la suite des événements.

À l'inverse, les mouvements syndicaux, populaires et communautaires ont plutôt été confinés jusqu'ici dans un rôle de spectateur. Le défi qui se pose à eux, c'est de s'inscrire énergiquement dans la dynamique politique pour s'assurer qu'un éventuel Québec indépendant soit doté d'une constitution reposant sur le principe de la souveraineté populaire et garantissant les droits démocratiques, économiques et sociaux.

Pour le Canada anglais, les accords du lac Meech minent les pouvoirs du gouvernement fédéral. Au plan économique, l'accord de libre-échange avec les États-Unis renforce le pouvoir des grandes corporations au détriment des pouvoirs publics. Il favorise une intégration nord-sud plus poussée des régions. Il hypothèque la capacité et l'autonomie du gouvernement fédéral en

matière de développement régional, de fiscalité et de politiques sociales. La conjonction de ces événements, auxquels s'ajoute maintenant la menace de défection du Québec, suscite une angoisse croissante au Canada anglais. Y a-t-il encore des perspectives d'avenir collectif dans quelque chose qui s'appellerait le Canada et qui reposerait sur une identité définie, des valeurs communes, des intérêts partagés, des programmes sociaux uniformes et sur un système politique capable de gérer et d'orienter l'ensemble? Telles sont, pour la première fois depuis longtemps, les questions existentielles qui se posent à nos concitoyennes et concitoyens.

UN ROLE IMPORTANT POUR LES GROUPES POPULAIRES ET COMMUNAUTAIRES

Plus les politiques néo-libérales prennent de l'ampleur, plus le nombre de «victimes du progrès» augmente. Celles-ci se retrouvent de plus en plus dans les groupes populaires et communautaires qui sont appelés à jouer un rôle important dans la gestion des problèmes sociaux.

Les modifications majeures dans le démantèlement de l'Etat touchent directement leurs objectifs et leur mission. Ainsi, les compressions budgétaires et les réformes effectuées dans les ministères à vocation sociale comme ceux de la Santé et des services sociaux, de l'Education et de la Main-d'oeuvre et sécurité du revenu, ont un impact certain sur l'avenir de ces organismes. Parfois on veut en faire des «partenaires» qui doivent cautionner la philosophie du «laisser-les-faire», parfois on les considère comme simples sous-traitants qui font du bon travail avec peu de ressources. L'apport social de ces organismes est rarement souligné mais surtout il y a très peu de reconnaissance financière.

«Le secteur communautaire n'existe pas pour faire économiser des sous à l'Etat en rendant à meilleur compte les services que le secteur public

devrait rendre. S'il permet de sauver des sous, c'est indirectement et à long terme parce qu'il aura contribué au mieux être général de la population, à l'entraide entre les citoyens, à la santé psychologique et sociale des milieux et non parce qu'il aura rendu à meilleurs frais des services qu'il appartient à l'Etat de rendre.»¹¹

Il est primordial que le secteur populaire et communautaire se questionne sur ces grands changements de société. Il doit résister à la tentation facile d'un financement assuré qui cautionne cette restructuration économique qui, en fait, génère un phénomène endémique de pauvreté contre lequel il lutte fondamentalement. Il doit imposer sa présence en affirmant que «la seule reconnaissance valable est celle qui lui permettra d'évoluer de façon autonome, avec ses objectifs propres et ses orientations spécifiques.»¹²

Les groupes populaires et communautaires doivent travailler, avec d'autres, à un réel progrès social qui passe par un «rééquilibrage entre le développement économique et le développement social en cessant de placer le second à la remorque du premier. La crise de l'emploi et la crise de la protection sociale doivent trouver leur résolution par le biais d'une restructuration démocratique de notre économie.»¹³

CONTINUER LA REFLEXION

Nous sentons qu'il y a actuellement de l'appétit pour se questionner sur les défis qui nous attendent. Le nombre de sessions «mouvement populaire et société» que nous avons réalisées cette année dans plusieurs régions du Québec en sont un signe évident. Les petits-déjeuners-causeries du CFP, «les Toasts populaires», ont reçu un accueil chaleureux parce qu'ils répondent à ce besoin de mieux comprendre et de s'exprimer sur les événements de

¹¹ *Mémoire de Centraide-Montréal* sur l'avant-projet de loi sur les services de santé et les services sociaux, février 1990.

¹² Idem

¹³ LANGLOIS, Richard, *Politiques économiques et politiques sociales à l'aube des années 1990*, avril 1990.

l'actualité. La participation du CFP à de nombreux colloques sur la situation économique, les politiques sociales, l'emploi, l'appauvrissement et l'éducation populaire nous permettent de partager ces préoccupations avec d'autres composantes de la société.

Il est important que les futures activités de formation au CFP puissent ramener ces questionnements. Nous souhaitons aussi que les différents comités de travail puissent aller plus loin dans cette réflexion.

Christine Daniel,
pour l'équipe de travail et le conseil d'administration.

juin 1990